

Le marché du travail au Québec

**Perspectives à long terme
2008-2017**

2008-2017

long terme

Septembre 2008

Le marché du travail au Québec

Perspectives à long terme 2008-2017

Ce document a été préparé par la Direction du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément le point de vue d'Emploi-Québec.

Rédaction

André Grenier, économiste

Travaux d'économétrie

Lassad Damak

Graphiques et tableaux

André Grenier

Graphisme, mise en pages et soutien technique

Stéphane Leroux

Révision linguistique

Claudette Lefebvre

Abonnement et changement d'adresse

CETECH

276, rue Saint-Jacques, 6^e étage

Montréal (Québec) H2Y 1N3

Téléphone : (514) 864-8234

Télécopieur : (514) 864-7870

Courrier électronique : cetech@mess.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec, 2007

ISBN 978-2-550-54108-0 (imprimé)

ISBN 978-2-550-54107-3 (pdf)

Cette publication est aussi publiée en ligne sur le site du CETECH

www.cetech.gouv.qc.ca

PRÉFACE

Dans le document intitulé *L'emploi : passeport pour l'avenir – Orientations stratégiques du plan gouvernemental pour l'emploi*, paru au début de 2005, des pistes d'action étaient proposées en vue de favoriser l'amélioration du niveau de qualification de la main-d'œuvre et le développement continu des compétences. L'une de ces pistes consistait à s'engager dans une démarche visant à mieux connaître les besoins du marché du travail. Dans cette perspective, le gouvernement a mandaté Emploi-Québec pour effectuer régulièrement des prévisions relatives au marché du travail québécois qui s'étendent sur dix ans plutôt que sur l'horizon habituel de cinq ans.

La présente étude, *Le marché du travail au Québec – Perspectives à long terme 2008-2017*, est le résultat d'un troisième exercice de prévision à long terme conduit pour remplir le mandat confié à Emploi-Québec. Dans un premier temps, l'étude décrit, sur un horizon de dix ans, les projections relatives à la population, à la population active, au chômage et à l'emploi pour le Québec. Dans un deuxième temps, elle aborde l'évolution prévue de l'emploi au Québec selon les secteurs d'activité économique. Dans un troisième temps, Emploi-Québec expose, en prenant en compte le même horizon temporel, les perspectives d'emploi par niveau et par domaine de compétences professionnelles. L'étude traite aussi des besoins de main-d'œuvre liés au remplacement des personnes qui se retireront du marché du travail. Enfin, elle jette un regard sur la dimension régionale des perspectives du marché du travail. Emploi-Québec a l'intention de faire régulièrement ce type de prévisions à long terme de façon à tenir compte de toute nouvelle information susceptible d'infléchir les tendances prévues.

Le directeur du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et de l'information sur le marché du travail,

Normand Roy

TABLE DES MATIÈRES

FONDEMENTS DU SCÉNARIO À LONG TERME	6
PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2008 À 2017	8
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SECTORIEL	14
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	14
SECTEUR DES SERVICES	15
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE	18
DOMAINES DE COMPÉTENCE	18
NIVEAUX DE COMPÉTENCE	21
DEMANDE DE REMPLACEMENT	24
MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL	26
TABLEAUX	28
BIBLIOGRAPHIE	36

LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

GRAPHIQUE 1.1	Variation annuelle de la population de 2007 à 2017	8
GRAPHIQUE 1.2	Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2007 à 2017	9
GRAPHIQUE 1.3	Taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans selon le pays en 2007	10
GRAPHIQUE 1.4	Taux d'activité de 2007 à 2017	10
GRAPHIQUE 1.5	Taux d'emploi de 2007 à 2017	11
GRAPHIQUE 1.6	Chômage de 2007 à 2017	12
GRAPHIQUE 1.7	Taux de chômage de 1976 à 2017	12
GRAPHIQUE 2.1	Variation annuelle moyenne de l'emploi sectoriel de 2007 à 2017	14
GRAPHIQUE 2.2	Variation du nombre d'emplois par secteur de 2007 à 2017	17
GRAPHIQUE 3.1	Répartition de l'emploi selon le domaine de compétence en 2007	18
GRAPHIQUE 3.2	Variation annuelle moyenne de l'emploi par domaine de compétence de 2007 à 2017	19
GRAPHIQUE 3.3	Variation du nombre d'emplois par domaine de compétence de 2007 à 2017	20
GRAPHIQUE 3.4	Répartition de l'emploi selon le niveau de compétence en 2007	21
GRAPHIQUE 3.5	Variation annuelle moyenne de l'emploi par niveau de compétence de 2007 à 2017	22
GRAPHIQUE 3.6	Variation du nombre d'emplois par niveau de compétence de 2007 à 2017	22
GRAPHIQUE 4.1	Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite de la RRQ	24
GRAPHIQUE 5.1	Croissance annuelle moyenne de la population active et de l'emploi régionaux de 2007 à 2017	26
GRAPHIQUE 5.2	Taux de chômage québécois et régional en 2007 et 2017	27
TABLEAU 1	Le marché du travail au Québec de 2005 à 2017	28
TABLEAU 2	Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans de 2005 à 2017	30
TABLEAU 3	Emploi par secteur d'activité de 2005 à 2017	32
TABLEAU 4.1	Domaine de compétence	34
TABLEAU 4.2	Niveau de compétence	34
TABLEAU 5	Nouvelles rentes de retraite versées par la RRQ	35

FONDEMENTS DU SCÉNARIO À LONG TERME

Le présent scénario, qui porte sur un horizon de dix ans, a été élaboré à l'aide des outils économétriques utilisés par l'équipe d'analyse du marché du travail qui a établi les perspectives à moyen terme (horizon de cinq ans). Le modèle sectoriel s'appuie sur un scénario macroéconomique à long terme, en l'occurrence celui que le Conference Board du Canada a établi pour le Québec en 2008. Il permet d'estimer, dans l'avenir, la production, la productivité du travail et l'emploi par secteur d'activité. Pour les années 2008 à 2012, ces estimations ont été harmonisées avec celles des perspectives à moyen terme¹. Le scénario du Conference Board prévoit que la croissance économique diminuera au début de la prochaine décennie en raison du ralentissement démographique attendu. Elle ne sera plus que de 1,7 % en 2017.

La population future de 15 ans ou plus et celle de 15 à 64 ans ont été estimées en appliquant aux estimations de ces populations pour 2007 qui figurent dans l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, les pourcentages de variation annuelle, pour les années de prévision, d'un scénario de référence des perspectives démographiques établi en 2007 à la demande d'Emploi-Québec par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)².

Pour l'estimation du taux d'activité, les auteurs ont considéré l'évolution passée de ce taux par groupe d'âge quinquennal³ au Québec et en Ontario, en examinant la tendance à la convergence entre les taux des deux provinces. Ont été également considérés les taux d'activité de la population de 15 à 64 ans de différents pays de l'OCDE. Les auteurs retiennent l'hypothèse que la plus grande rareté de la main-d'œuvre entraînée par le ralentissement démographique se traduira par une augmentation graduelle du taux d'activité. Ils ont constaté l'existence d'un seuil que les pays semblent avoir beaucoup de difficulté à franchir et qui correspond à un taux d'activité de 80 % de la population de 15 à 64 ans⁴.

Quant à l'emploi selon les professions, il dépend, d'une part, de l'évolution de l'emploi dans les secteurs d'activité où sont exercées ces professions et, d'autre part, de l'évolution de la proportion des emplois occupés dans chaque secteur par rapport à une profession donnée.

1. Pour l'information sur les perspectives à moyen terme, lire André GRENIER. *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2008-2012*, Montréal, Emploi-Québec, Direction du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et de l'information sur le marché du travail, juillet 2008.

2. Ce scénario, commandé par Emploi-Québec en 2007, prend en considération les tendances démographiques les plus récentes et se distingue essentiellement du scénario de référence que l'ISQ a publié en 2003 par une révision à la hausse de l'immigration nette (qui passe de 19 000 à 27 000 personnes par année) et de l'indice synthétique de fécondité des femmes (de 1,50 à 1,60 enfant par femme). Pour plus de détails sur le scénario de référence de 2003, voir INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, édition 2003, scénario A.

3. Les groupes d'âge quinquennaux vont de 15-19 ans à 65-69 ans. A été aussi considéré le taux d'activité de la population de 70 ans ou plus.

4. En 2007, l'Islande (87,8 %), la Suisse (81,6 %), la Suède (80,6 %) et le Danemark (80,3 %) étaient les seuls pays de l'OCDE dont le taux d'activité dépassait 80 %, encore qu'en Islande et en Suède, ce taux est plutôt calculé par rapport à la population de 16 à 64 ans. Source : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *OECD Employment Outlook 2008*, Paris, p. 336.

Mise en garde

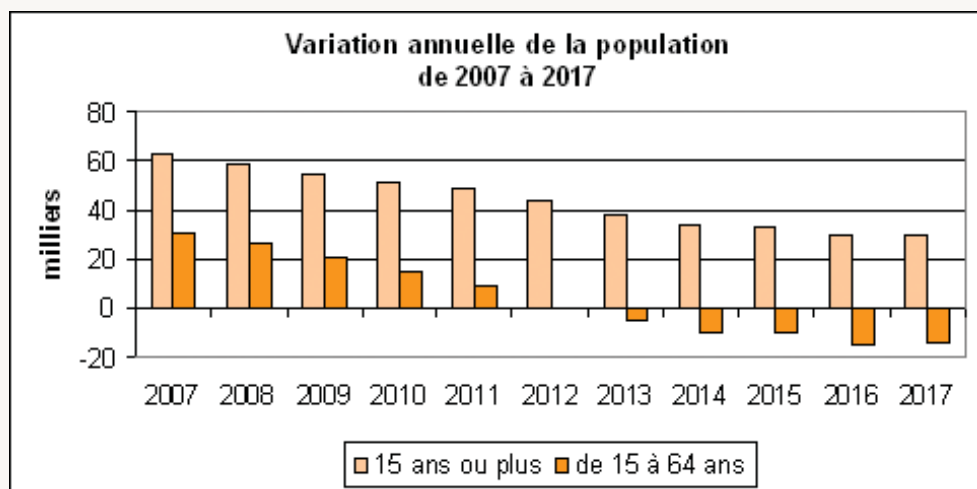
Les auteurs de la présente étude ne prétendent pas « prédire » ce que sera le marché du travail québécois dans dix ans. Les perspectives exposées ici reposent sur les tendances structurelles de l'économie québécoise ainsi que sur un grand nombre d'hypothèses, toutes vraisemblables, mais qui ne se confirmeront sans doute pas toutes au cours des années qui viennent. Dans le passé récent, il y a tout juste sept ans, au moment où la devise canadienne s'échangeait à peine à plus de 0,60 dollar américain, qui aurait pu prévoir que les deux monnaies seraient aujourd'hui presque à parité? Cette hausse rapide du huard a déjà eu des conséquences importantes sur le commerce extérieur, sur la croissance économique ainsi que sur l'évolution de l'emploi dans les différentes industries. Si la hausse du dollar canadien devait se poursuivre, il faudrait revoir à la baisse l'emploi prévu au cours des prochaines années, notamment dans les domaines où l'on fait face à la concurrence étrangère. De même, si une récession devait survenir aux États-Unis, ce ne serait pas sans conséquence pour les entreprises exportatrices du Québec.

PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2008 À 2017

L'évolution démographique, notamment celle de la population en âge de travailler, aura au cours des prochaines années une importance prépondérante quant à la capacité du marché du travail québécois de créer des emplois. Le Québec a connu, de l'immédiat après-guerre au milieu des années 1960, un sursaut démographique de grande ampleur, suivi d'une forte chute de la natalité. Les premiers baby-boomers et les premières baby-boomeuses célèbrent en 2008 leur 62^e anniversaire de naissance. Ils seront de plus en plus nombreux à se retirer du marché du travail. La croissance de la population de 15 ans ou plus ralentit. La progression aura diminué de moitié entre 2007 et 2017. Quant à la population de 15 à 64 ans, qui fournit encore aujourd'hui l'essentiel de la main-d'œuvre, elle aura bientôt fini de croître et elle amorcera son déclin en 2013.

Quant à la population de 15 à 64 ans, qui fournit encore aujourd'hui l'essentiel de la main-d'œuvre, elle aura bientôt fini de croître et elle amorcera son déclin en 2013.

Graphique 1.1



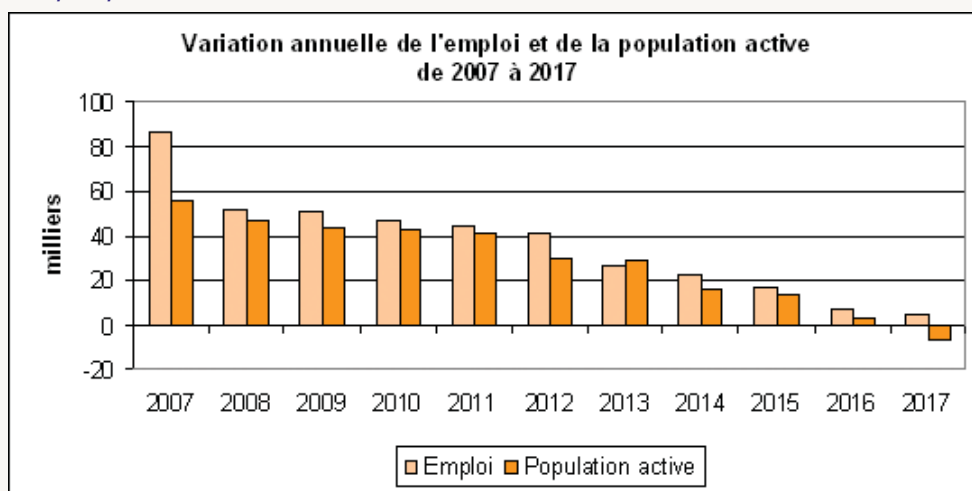
Source : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques, scénario de référence, 2007*, commande spéciale d'Emploi-Québec.

Le nombre d'emplois s'est accru de 679 000 au Québec au cours des dix dernières années. La création d'emplois prévue au cours des dix prochaines années, soit 313 000 postes, est beaucoup plus modeste. Le nombre d'emplois s'élèvera donc à 4 164 000 en 2017. La plus grande rareté de la main-d'œuvre sera la cause première du ralentissement de la création d'emplois. Les départs à la retraite de plus en plus nombreux feront obstacle à la croissance de l'emploi. Au cours des cinq premières années, soit d'ici 2012, 234 000 emplois devraient être créés, mais, au cours des cinq années suivantes, la création d'emplois se limitera à 79 000 postes. Le taux de croissance de l'emploi sera en moyenne de 0,8 % par année. La croissance moyenne devrait atteindre 1,2 % entre 2007 et 2012,

En 2017, quelque 100 000 emplois de plus qu'en 2007 seront occupés par des personnes de 65 ans ou plus. Malgré la contribution des aînés et des aînées, le marché du travail québécois aura atteint, en 2017, la limite de sa capacité à accroître l'emploi par manque de personnel disponible.

pour se situer à 0,4 % par année par la suite. Les personnes âgées viendront à la rescousse : en 2017, quelque 100 000 emplois de plus qu'en 2007 seront occupés par des personnes de 65 ans ou plus. L'emploi de ces dernières a plus que doublé depuis 2000, passant de 28 000 à 65 000 postes, et la tendance devrait prendre de l'ampleur en raison de l'arrivée des baby-boomers et des baby-boomeuses dans ce groupe. Au cours des cinq dernières années de prévision, soit les années 2013 à 2017, près des deux tiers de la croissance de l'emploi sera attribuable au maintien ou au retour en emploi des personnes de 65 ans ou plus. Malgré la contribution des aînés et des aînées, le marché du travail québécois aura atteint, en 2017, la limite de sa capacité à accroître l'emploi par manque de personnel disponible. Il deviendra de plus en plus difficile de pourvoir les postes offerts.

Graphique 1.2

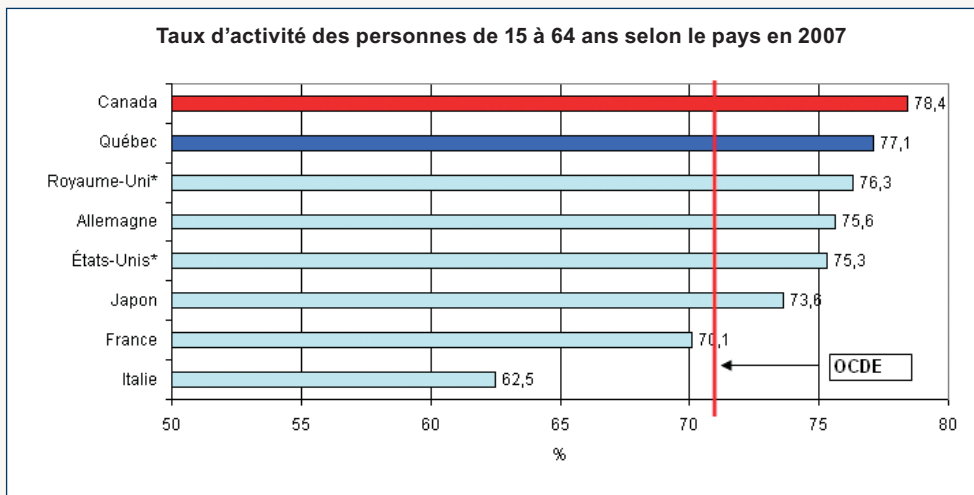


Sources : STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2008 à 2017.

La population active⁵ croîtra, elle aussi, de plus en plus lentement avec le temps. Le scénario prévoit que 259 000 personnes rejoindront ses rangs d'ici 2017 (contre 568 000 au cours des dix dernières années), ce qui en portera le nombre à 4 409 000. L'arrivée de 204 000 personnes est attendue sur le marché du travail au cours des cinq prochaines années, mais seulement 54 000 les suivront au cours des cinq années suivantes. Le déclin de la population de 15 à 64 ans prévu à partir de 2013 se traduira par une diminution de 52 000 personnes dans ce groupe d'âge jusqu'en 2017. Malgré l'augmentation attendue du taux d'activité de ce groupe, la population active de moins de 65 ans devrait amorcer son déclin en 2016. En 2017, la présence accrue des aînés et des aînées sur le marché du travail ne suffira plus à compenser la diminution de la population active de moins de 65 ans et le marché du travail amorcera son déclin en subissant une perte de 7 000 personnes.

5. La population active est la population civile de 15 ans ou plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, était occupée ou en chômage. Source : STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active 2007*, p. 17.

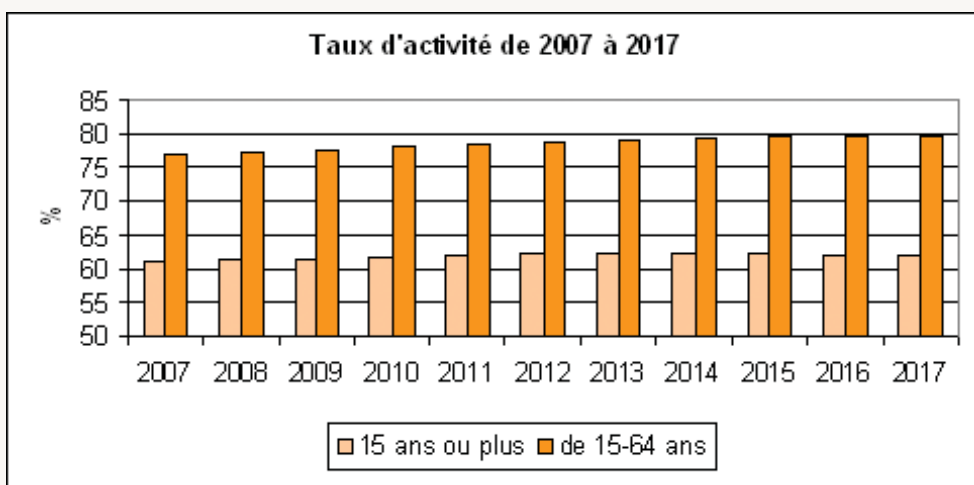
Graphique 1.3



Sources : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *OECD Employment Outlook 2008*, Paris, 367 pages; STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active*; pour le Royaume-Uni et les États-Unis, personnes de 16 à 64 ans.

Le taux d'activité⁶ de la population de 15 à 64 ans, qui était de 77,1 % en 2007, se trouvait déjà parmi les plus élevés des pays industrialisés. Parmi les pays du G7, seul le Canada avait alors un taux d'activité plus élevé que celui du Québec pour la population de ce groupe d'âge⁷. Le taux moyen des pays de l'OCDE ne s'élevait qu'à 70,7 %. Le taux d'activité québécois poursuivra sa progression pour atteindre 79,8 % en 2016, niveau qui devrait se maintenir en 2017. La possibilité d'augmentation de la participation de la population de 15 à 64 ans au marché du travail aura alors sans doute atteint sa limite.

Graphique 1.4



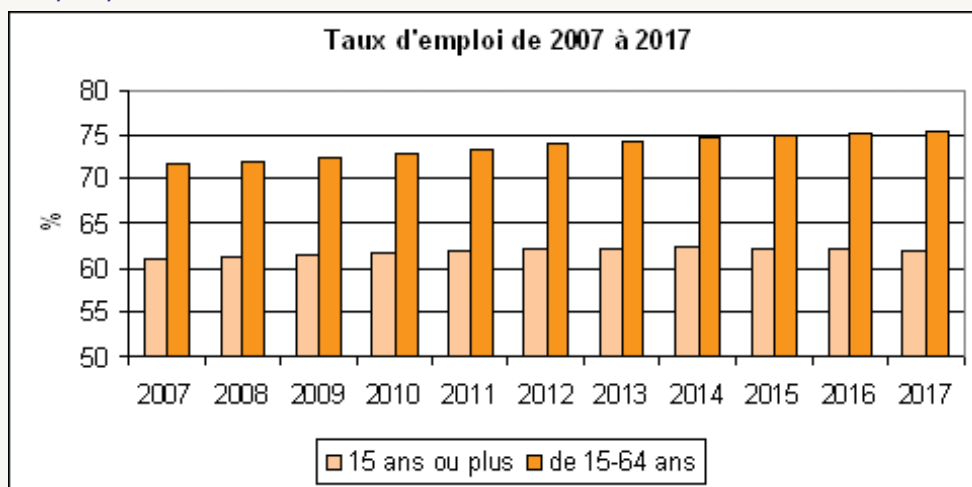
Sources : STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2008 à 2017.

6. Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA. *op. cit.*, p. 19.

7. Sources : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *op. cit.*; STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active*. Le G7 est composé des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

Quant au taux d'activité de la population de 15 ans ou plus, qui a recommencé à monter en 2007 après trois années consécutives de repli, il poursuivra un lent mouvement ascendant au cours des quatre prochaines années, ce qui le portera à 66,3 % en 2011. Ce niveau devrait se maintenir au cours des deux années suivantes. Le taux d'activité déclinera par la suite en raison du poids démographique croissant de la population âgée absente du marché du travail. Il ne sera plus que de 65,5 % en 2017, en baisse de 0,9 point par rapport au niveau des années 2011 à 2013.

Graphique 1.5

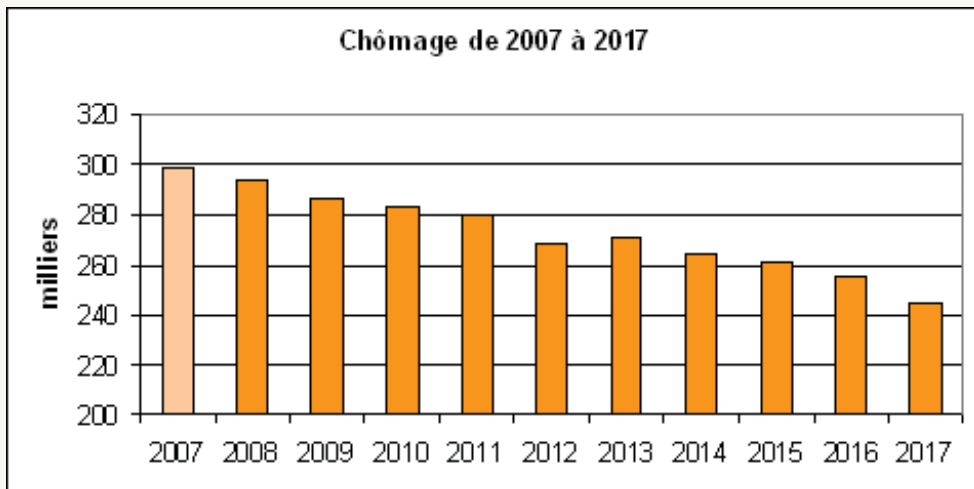


Sources : STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2008 à 2017.

Le taux d'emploi⁸, qui était de 61 % en 2007, continuera de progresser faiblement jusqu'en 2012, pour atteindre 62,2 %. Il fera du surplace pendant quelques années avant de commencer à diminuer lentement à partir de 2016. Il ne sera plus que de 61,8 % en 2017. Le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans poursuivra sa progression tout au long de la période. Il passera de 71,6 % en 2007 à 75,3 % en 2017.

8. Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes occupées, exprimé en pourcentage de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes occupées dans ce groupe, exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA. *op. cit.*, p. 19.

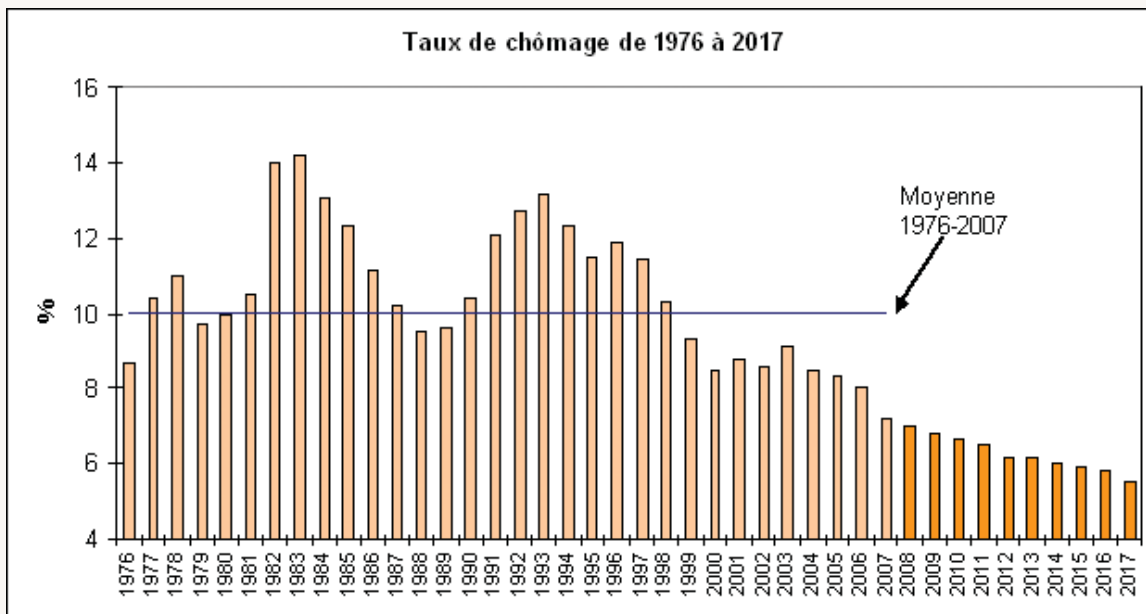
Graphique 1.6



Sources : STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2008 à 2017.

L'écart attendu entre la croissance prévue de l'emploi et celle de la population active se traduira par un recul du chômage⁹. Le nombre de chômeuses et de chômeurs, qui a chuté de 111 000 depuis dix ans, et de 30 000 au cours de la dernière année seulement, pour s'élever à 298 000 en 2007, continuera de fondre. Le nombre des personnes sans emploi devrait diminuer de 54 000 d'ici 2017, ce qui en portera le nombre à 244 000.

Graphique 1.7



Sources : STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2008 à 2017.

9. Les chômeurs et chômeuses sont les personnes qui, durant la semaine de référence de l'enquête, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou devaient commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs et de chômeuses, exprimé en pourcentage de la population active. Source : STATISTIQUE CANADA. *op. cit.*, p. 7-8, 19.

Le taux de chômage poursuivra sa décroissance au cours de la période de prévision, pour se fixer à 5,5 % en 2017. Ce sera le taux de chômage le plus bas observé en 50 ans, soit depuis 1967.

Le taux de chômage, qui a reculé l'an dernier à 7,2 %, soit le taux le plus bas que le marché du travail québécois ait connu depuis 1974, poursuivra sa décroissance au cours de la période de prévision, pour se fixer à 5,5 % en 2017. Ce sera le taux de chômage le plus bas observé en 50 ans, soit depuis 1967. Il deviendra alors de plus en plus difficile de réduire le chômage, qui en sera surtout un de courte durée, attribuable au temps voulu pour apparier les compétences des personnes disponibles aux besoins de main-d'œuvre.

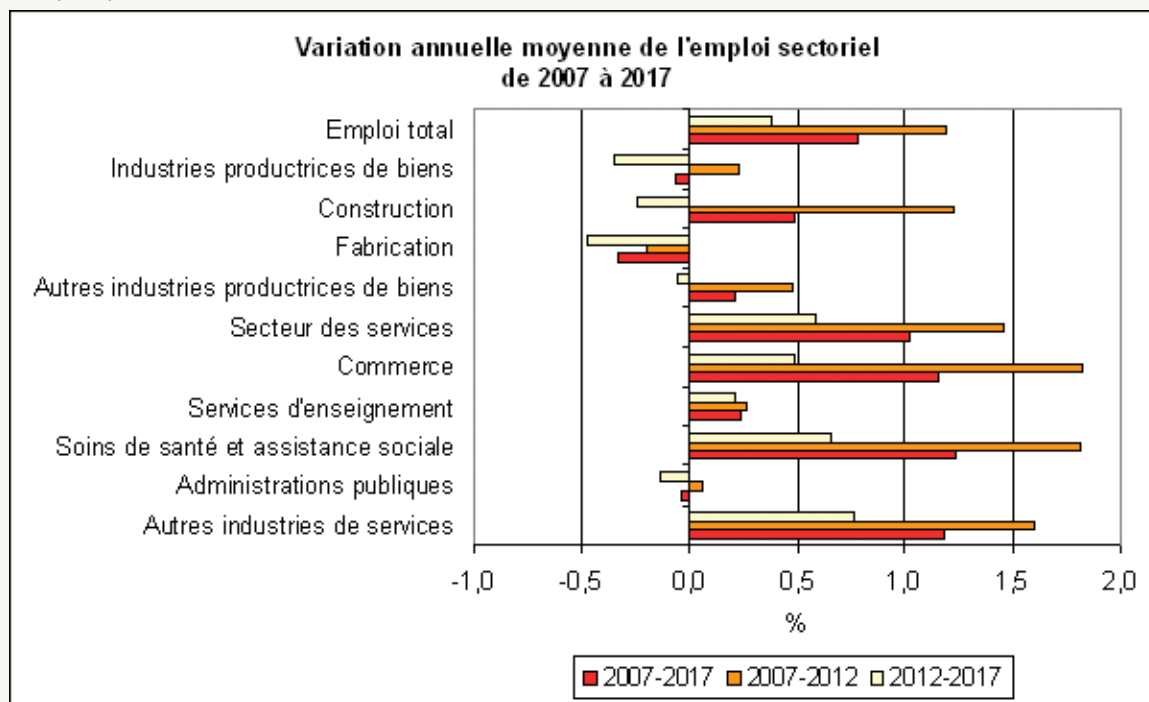
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SECTORIEL

La croissance de l'emploi se concentrera du côté des services, où il progressera en moyenne de 1 % d'ici 2017, pendant qu'il fera du surplace dans le secteur de la production de biens. De ce côté, le nombre d'emplois augmentera de 10 000 entre 2007 et 2012 avant de se replier de 15 000 entre 2012 et 2017. Pendant ce temps, aux 224 000 emplois qui se créeront dans le secteur des services au cours des cinq prochaines années s'ajouteront 94 000 emplois dans les cinq années suivantes.

On ne doit pas s'étonner des perspectives limitées du côté de la production de biens. Depuis 1976, tandis que l'emploi total augmentait de 50 % et celui du secteur des services, de plus de 80 %, la production de biens a perdu 22 000 emplois malgré les gains observés dans les secteurs de la construction et des services publics.

La croissance de l'emploi se concentrera du côté des services pendant qu'il fera du surplace dans le secteur de la production de biens.

Graphique 2.1



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS

Le nombre d'emplois reculera de 18 000 dans le secteur de la fabrication. Aux 5 000 suppressions de postes au cours des cinq premières années s'en ajouteront 13 000 au cours des cinq années suivantes. Dans la fabrication de biens durables,

la création de 7 000 emplois au cours des cinq premières années sera suivie d'une perte équivalente par la suite. L'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication de matériel de transport et dans celui de la fabrication de produits métalliques sera annulée par les pertes attendues dans le secteur de la fabrication de meubles et dans celui des produits en bois. Pendant ce temps, une diminution de 16 000 emplois est prévue dans le secteur de la fabrication de biens non durables, les gains dans celui de la fabrication d'aliments et de boissons ne pouvant compenser les pertes dans ceux du textile, du vêtement et du papier.

Dans la mesure où la valeur du dollar demeurera relativement élevée¹⁰, la seule façon d'améliorer la compétitivité des entreprises québécoises consistera à en augmenter la productivité : les entreprises devraient être en mesure de produire davantage, mais n'auront pas pour autant besoin de plus de main-d'œuvre. Elles seront d'autant plus enclines à accroître leur productivité que la rareté de la main-d'œuvre exercera une pression à la hausse sur les salaires.

L'industrie de la construction continuera de bénéficier pendant plusieurs années de la hausse prévue des dépenses dans les infrastructures publiques (construction et réfection d'établissements scolaires et de santé, construction et réfection du réseau routier, du réseau d'aqueduc et d'égouts) et des investissements dans la production et le transport d'énergie, qui feront plus que compenser le ralentissement prévisible de la construction résidentielle, poussant l'emploi à des niveaux historiques. L'emploi devrait toutefois commencer à décliner en fin de période, ce qui laissera tout de même un gain net de 10 000 postes d'ici 2017.

Pendant ce temps, le nombre d'emplois augmentera de 3 000 dans les autres industries productrices de biens¹¹. On peut s'attendre à une progression modérée de l'emploi dans les services publics en raison, notamment, des projets annoncés dans le domaine de la production hydroélectrique et éolienne. De même, le maintien à des niveaux élevés de la valeur des métaux contribuera à soutenir la production et l'emploi dans les mines. Cependant, les limites de la ressource forestière et les problèmes de relèvement agricole devraient se traduire par une diminution de la main-d'œuvre dans ces industries.

SECTEUR DES SERVICES

Dans le secteur des services, on prévoit une hausse du nombre d'emplois de 79 000 dans le domaine du commerce, de 60 000 dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale et de 174 000 dans les autres industries de services¹².

10. Selon le scénario macroéconomique à long terme du Conference Board, la valeur de la devise canadienne devait plafonner en 2008 à 0,98 \$ US, pour diminuer lentement par la suite et se stabiliser à 0,90 \$ US. Elle était inférieure à 0,64 \$ US en 2002.

11. Les autres industries productrices de biens comprennent l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, l'extraction minière ainsi que les services publics.

12. Les autres industries de services comprennent les transports et l'entreposage, la finance, les assurances, l'immobilier et les services de location, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, l'information, la culture et les loisirs, l'hébergement et les services de restauration ainsi que les autres services.

Le nombre d'emplois doit progresser de 6 000 dans les services d'enseignement et diminuer de 1 000 dans les administrations publiques.

La croissance de l'activité dans le secteur du commerce demeurera supérieure à la moyenne, soutenue notamment par l'augmentation des dépenses de consommation des ménages. Les importantes baisses d'impôt provincial et fédéral entrées en vigueur en 2008 favoriseront cette consommation à court terme. À plus long terme, les décaissements des sommes mises de côté pour la retraite par un nombre de plus en plus grand de personnes retraitées prendront le relais. Le rythme tendra néanmoins à ralentir avec le temps, ce qui se reflètera sur la création d'emplois. Si on prévoit la création de 61 000 postes au cours des cinq premières années, il ne devrait s'en ajouter que 17 000 au cours des cinq années suivantes. Au milieu de la prochaine décennie, l'emploi aura à peu près cessé de croître dans le secteur du commerce, qui occupera alors 725 000 personnes.

Les services d'enseignement feront face à une baisse de la clientèle potentielle. Le récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec produit pour Emploi-Québec prévoit, entre 2007 et 2017, un repli de 6 % de la population de 5 à 20 ans. La hausse de la natalité observée depuis quelques années assurera une croissance de la population de 5 à 9 ans, ce qui augmentera la demande de personnel en éducation préscolaire et en enseignement pour les premières années du primaire. Toutefois, la faible natalité du début de la décennie occasionnera une diminution de 10 % de la population de 10 à 14 ans et de 15 % de celle de 15 à 19 ans, ce qui aura des conséquences négatives sur les besoins de personnel pour la fin du primaire, le secondaire et l'enseignement collégial. Quant à la population de 20 à 24 ans, principal bassin de clientèle universitaire, elle variera peu. Le déclin prévu devrait toutefois être compensé en partie par l'allongement prévu des heures d'enseignement hebdomadaire au primaire ainsi que par l'augmentation du budget alloué à l'aide aux élèves en difficulté. Quant à la formation universitaire, elle se prolonge de plus en plus fréquemment jusqu'au deuxième ou au troisième cycle. Enfin, en raison des exigences du marché du travail, la formation continue connaît une progression constante.

Dans le secteur de la santé, on fera face à un tout autre défi démographique. D'ici 2017, pendant que la population totale n'augmentera que de 6 % et que celle de moins de 65 ans amorcera sa décroissance dès 2013, le nombre de personnes de 65 ans ou plus augmentera de près de 40 %, et les personnes très âgées, celles de 85 ans ou plus, verront leurs rangs grossir de plus de 50 %. Or, ces personnes sont de bien plus grandes consommatrices de soins de santé que les autres groupes de la population. L'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale devrait augmenter de 1,2 % par année, ce qui est presque trois fois inférieur à la croissance de 3,2 % par année observée au cours des dix dernières années. La création d'emplois sera plus importante au cours des cinq

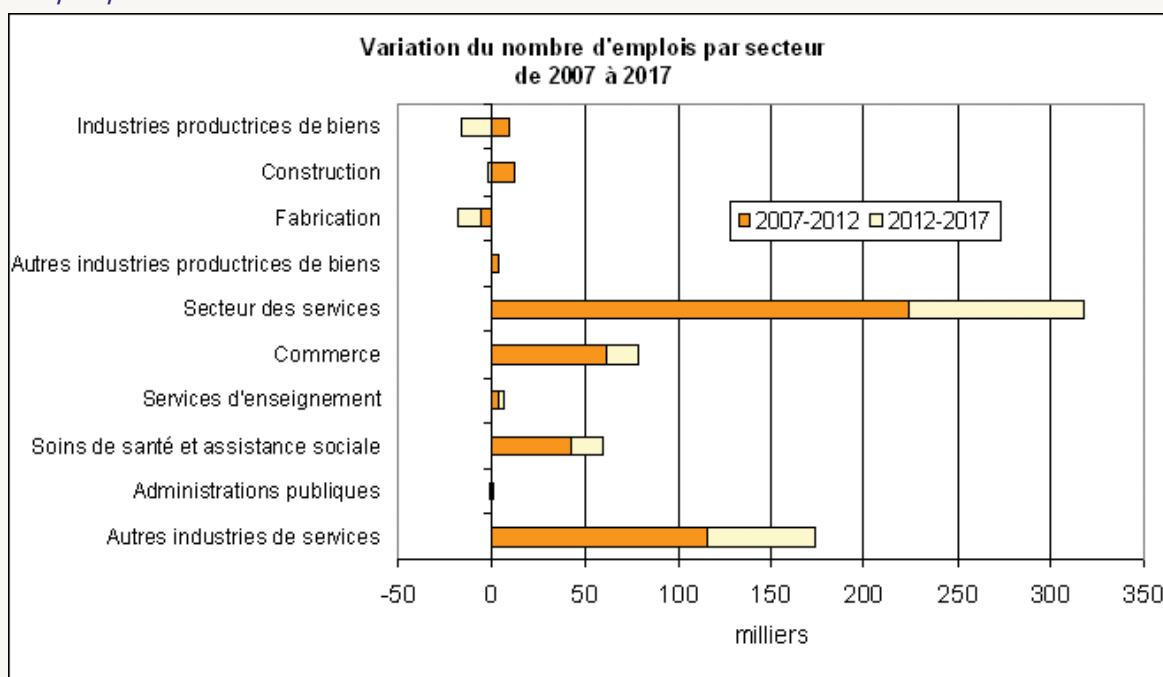
D'ici 2017, le nombre de personnes de 65 ans ou plus augmentera de près de 40 %, et les personnes très âgées, celles de 85 ans ou plus, verront leurs rangs grossir de plus de 50 %. L'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale devrait augmenter de 1,2 % par année, ce qui est presque trois fois inférieur à la croissance de 3,2 % par année observée au cours des dix dernières années.

premières années, le secteur accueillant 43 000 personnes de plus. De 2012 à 2017, la croissance de l'emploi dans le secteur ne sera plus que de 17 000 postes, limitée par l'accélération des départs à la retraite et par la rareté de plus en plus grande de la main-d'œuvre disponible.

Du côté des administrations publiques, le plan de réduction de la taille de l'administration publique québécoise a déjà débuté. Celle-ci pourrait être réduite de 20 % en dix ans dans la perspective où le remplacement des employées et employés de l'État se ferait au rythme prévu d'une personne sur deux. Pour sa part, l'administration fédérale bénéficie d'imposants surplus budgétaires, mais cela ne se traduira pas nécessairement par une augmentation de la taille de l'État fédéral. Quant aux municipalités, le transfert d'une partie de la taxe fédérale sur l'essence leur procurera une plus grande marge de manœuvre.

Les deux tiers des gains d'emplois prévus dans les autres industries de services sont attendus au cours des cinq prochaines années. Ils seraient plus importants dans les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien ainsi que dans la finance, les assurances, l'immobilier et la location.

Graphique 2.2



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

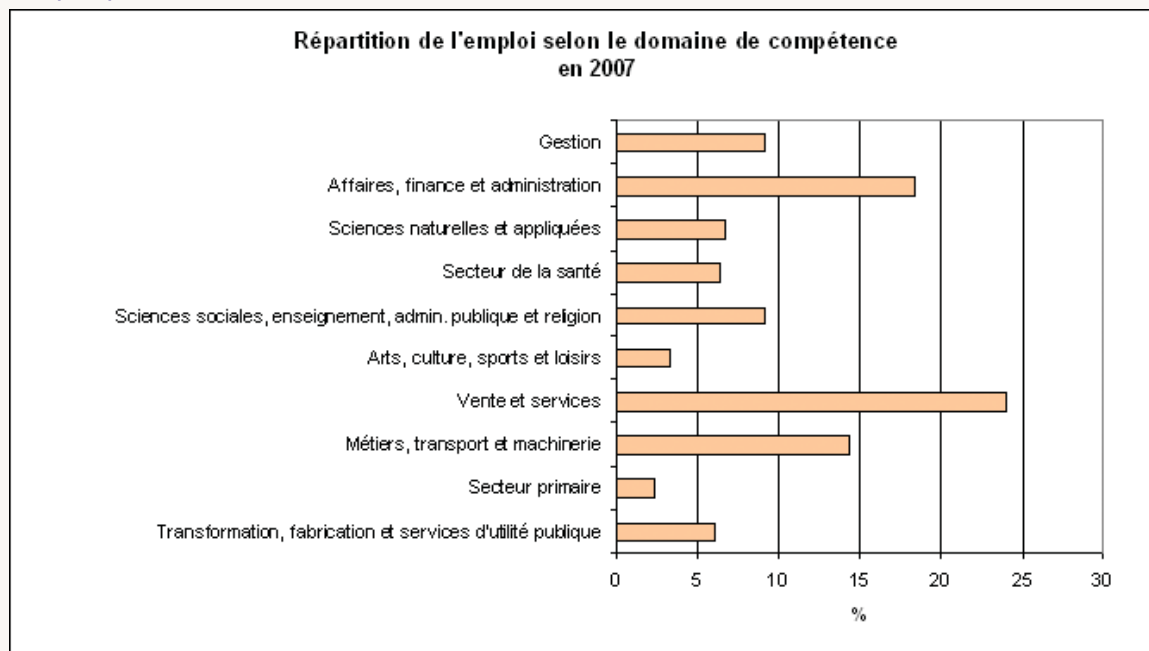
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE

La *Classification nationale des professions* répartit les professions en dix domaines de compétence : gestion; affaires, finance et administration; sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés; secteur de la santé; sciences sociales, enseignement, administration publique et religion; arts, culture, sports et loisirs; vente et services; métiers, transport et machinerie; secteur primaire; transformation, fabrication et services d'utilité publique. Elle les répartit également selon cinq niveaux de compétence : gestion (la gestion est considérée à la fois comme un domaine et un niveau de compétence); professionnel; technique; intermédiaire; élémentaire¹³.

DOMAINES DE COMPÉTENCE

Le domaine de la vente et des services employait à lui seul près du quart de la main-d'œuvre en 2007. Il comprend notamment les professions de la vente en gros et au détail, de la restauration et des services personnels, mais aussi les policiers et policières et les pompiers et pompières. Ce domaine était suivi de

Graphique 3.1



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

13. RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA. *Classification nationale des professions 2006 – Descriptions des professions*, Ottawa, 2006.

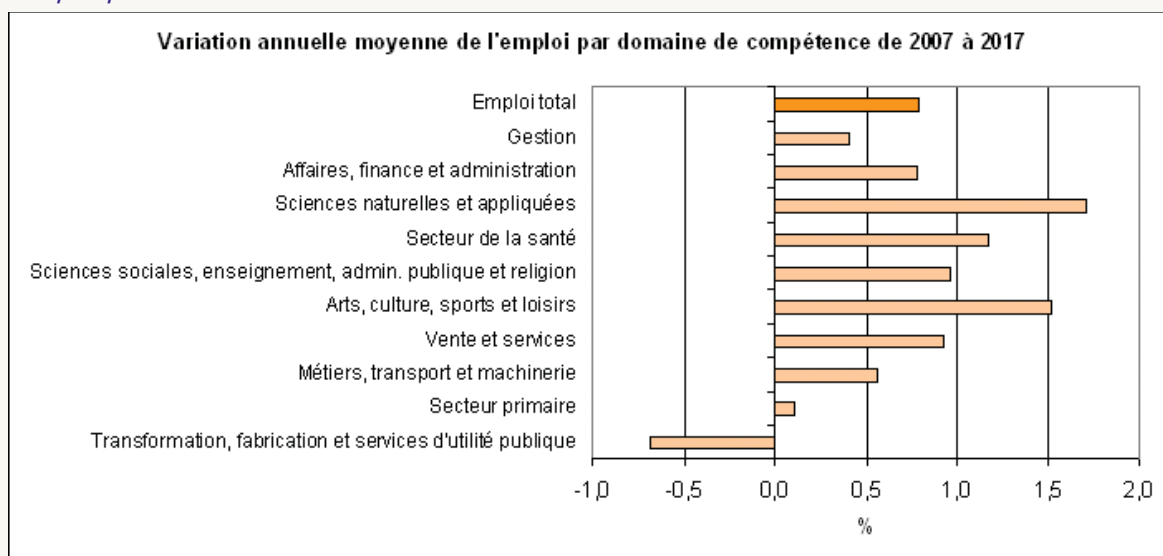
celui des affaires, de la finance et de l'administration, qui compte un peu moins de 20 % des emplois, et de celui des métiers, du transport et de la machinerie, qui en compte moins de 15 %. Les métiers du secteur primaire et ceux des arts, de la culture, des sports et des loisirs fermaient la marche, en fournissant ensemble à peine plus de 5 % de l'emploi total.

Trois domaines de compétence se démarqueront par un rythme de croissance de leur effectif plus élevé que celui de l'emploi total (0,8 % par année) d'ici 2017. En tête se trouve le domaine des sciences naturelles et appliquées (1,7 %), porté par la vigueur de l'emploi dans les technologies de l'information, d'une part, et les importants projets d'investissement dans le génie civil et la voirie, d'autre part. Suit le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs, dont la croissance de l'emploi (1,5 %) reposera sur l'augmentation des dépenses de consommation des ménages. Au troisième rang, on trouve le secteur de la santé (1,2 %), où la croissance de l'emploi s'appuiera sur l'évolution démographique et sur la volonté affirmée des autorités gouvernementales d'en faire une priorité. Les gains d'emplois dans la santé se feront surtout du côté des emplois de niveau technique et des emplois de soutien, dont les salaires sont moins élevés.

Quatre autres domaines connaîtront une croissance de l'emploi comparable à la moyenne, soit le domaine des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (1 %), le domaine de la vente et des services (0,9 %), celui des affaires, de la finance et de l'administration (0,8 %) et celui des métiers, du transport et de la machinerie (0,6 %).

Enfin, deux autres domaines resteront, à cet égard, sous la moyenne, et un dernier devrait connaître une décroissance. Les emplois dans le domaine de la gestion devraient progresser à un rythme deux fois plus lent que la moyenne (0,4 %). Quant

Graphique 3.2



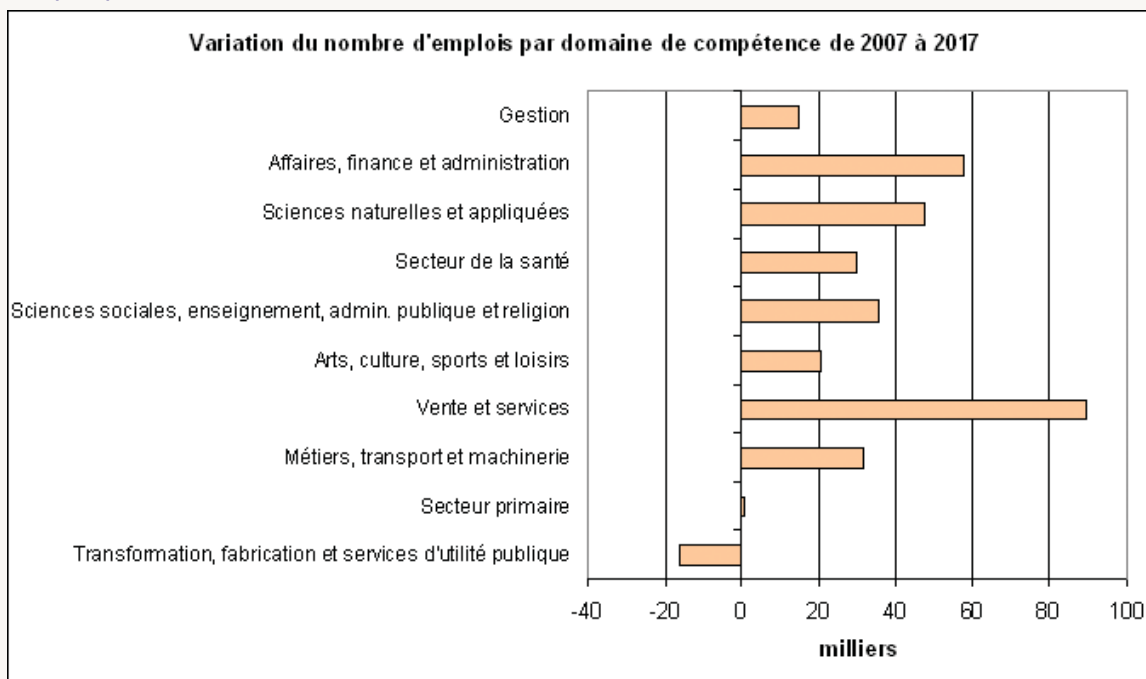
Source : Estimations d'Emploi-Québec.

aux métiers du secteur primaire (0,1 %) et, surtout, ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (0,7 %), ils subiront les conséquences de la faiblesse attendue de l'emploi dans la production de biens.

Bien qu'il ne se classe qu'au milieu du peloton quant au taux de croissance de l'emploi, le domaine de la vente et des services, où ils se créera 89 000 nouveaux emplois, fournira près de 30 % des 313 000 emplois supplémentaires prévus d'ici 2017, ce qui le place devant les professions des affaires, de la finance et de l'administration (58 000), qui arrivent au deuxième rang. Ces deux domaines fourniront à eux seuls 47 % des nouveaux emplois. Suivent les professions des sciences naturelles et appliquées dans lesquelles se créeront 48 000 postes.

Même si l'on prévoit un rythme de croissance élevé de l'emploi dans le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs et dans celui de la santé, le premier ne fournira que 20 000 nouveaux emplois et le second, 30 000. Ils seront devancés par les domaines des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (36 000) ainsi que par ceux des métiers, du transport et de la machinerie (32 000). Le domaine de la gestion se dotera de 15 000 nouveaux postes. Enfin, deux domaines fermeront la marche, loin derrière les autres : les métiers du secteur primaire n'accueilleront que 1 000 personnes de plus tandis que ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique connaîtront une baisse d'effectif de 16 000 personnes.

Graphique 3.3

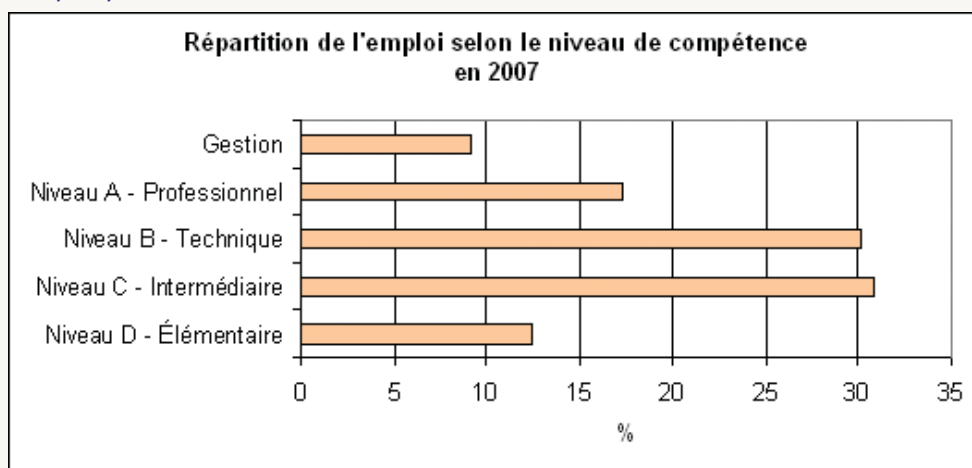


Source : Estimations d'Emploi-Québec.

NIVEAUX DE COMPÉTENCE

C'est dans les métiers des niveaux intermédiaire et technique que se concentrait la majorité des emplois en 2007. Les emplois de niveau intermédiaire, pour lesquels un diplôme d'études secondaires et une courte formation en entreprise sont généralement suffisants, étaient exercés par 31 % de la main-d'œuvre. Les emplois de niveau technique, dont la plupart demandent une formation technique collégiale ou une formation professionnelle du secondaire, suivent de près en occupant 30 % de la main-d'œuvre. Les emplois de niveau professionnel, pour lesquels une formation universitaire est normalement exigée, étaient exercés par 17 % de la main-d'œuvre, tandis que ceux de niveau élémentaire, pour lesquels les exigences sont minimales, en occupaient 13 %. Enfin, 9 % de la main-d'œuvre occupait des emplois de gestion.

Graphique 3.4

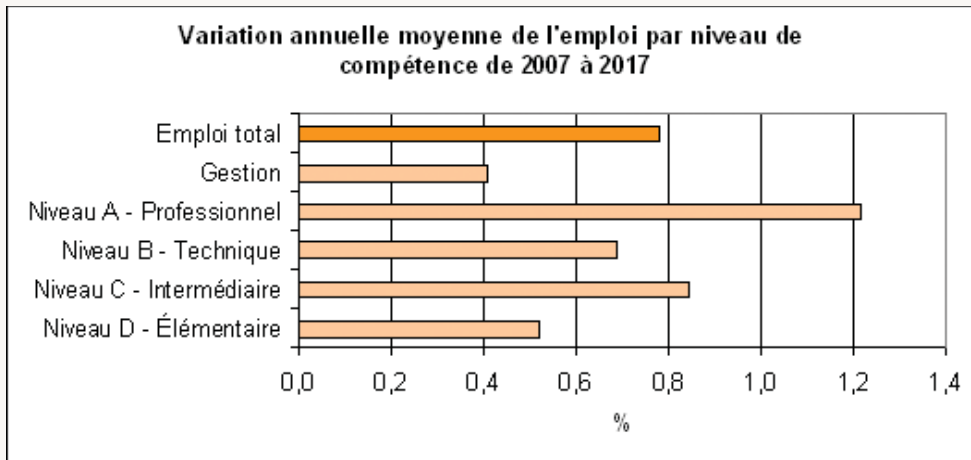


Source : Estimations d'Emploi-Québec.

Les emplois de niveau professionnel connaîtront le taux de croissance le plus élevé, soit 1,2 % par année.

Les emplois de niveau professionnel connaîtront le taux de croissance le plus élevé, soit 1,2 % par année. À égalité avec la moyenne, on trouve les emplois de niveau intermédiaire. Tout juste derrière suivent les emplois de niveau technique, dont la croissance attendue est de 0,7 % par année. Les emplois de niveau élémentaire, dont la croissance prévue est de 0,5 % par année, et les emplois de gestion, dont la croissance moyenne prévue est de 0,4 %, fermeront la marche.

Graphique 3.5

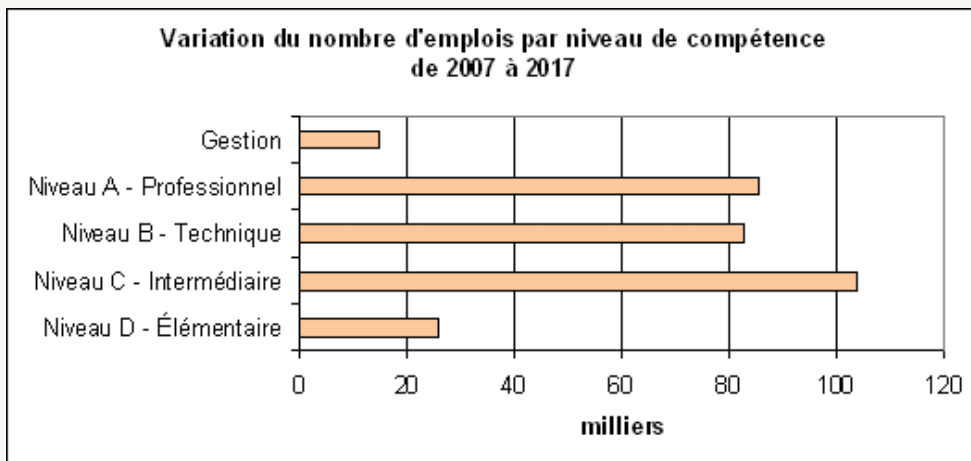


Source : Estimations d'Emploi-Québec.

Comme dans le cas des domaines de compétence, le fait que le niveau de compétence professionnel soit appelé à connaître le plus fort rythme de croissance ne lui assurera pas la plus grande part des nouveaux emplois. Les 86 000 nouveaux emplois attendus pour ce niveau ne le classent qu'au deuxième rang à ce chapitre, pas très loin toutefois derrière le niveau intermédiaire (104 000 postes), mais devant le niveau technique (83 000 postes). Des gains d'emplois de niveau intermédiaire importants sont attendus dans les domaines des affaires, des finances et de l'administration (commis) ainsi que dans celui de la vente et des services (notamment dans le commerce de détail et la restauration).

Les métiers de niveau élémentaire, exercés par près de 500 000 personnes en 2007, fourniront 26 000 emplois de plus d'ici 2017. Ces nouveaux emplois se trouveront surtout dans le commerce de détail (caissières et caissiers, préposées et préposés à l'emballage) et dans la restauration (serveuses et serveurs au

Graphique 3.6



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

comptoir, aides de cuisine, plongeurs et plongeurs). Enfin, comme il a été mentionné précédemment, 15 000 postes seront réservés à la gestion.

Les emplois de niveau technique méritent une attention particulière. Les métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée (niveau technique I) étaient exercés, en 2007, par 41 % des personnes occupant un emploi de niveau technique, et 59 % d'entre elles exerçaient un métier demandant normalement une formation professionnelle du secondaire (niveau technique II). Or, près de 80 % de la croissance de l'emploi de niveau technique devrait toucher les métiers du niveau technique I, soit 65 000 nouveaux emplois, contre 17 000 pour les métiers de niveau technique II.

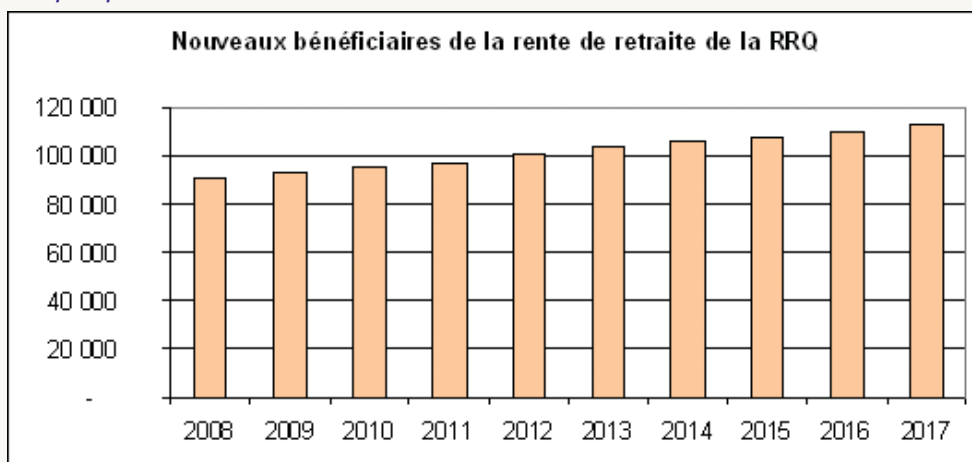
En distinguant ces deux groupes, on constate que les emplois de niveau technique I, dont le taux de croissance moyen est de 1,3 % par année, sont ceux qui connaîtront le plus fort rythme de progression, tout juste devant les emplois de niveau professionnel. Par contre, les métiers de niveau technique II ne connaîtront qu'une progression de 0,2 % par année, ce qui les place derrière les emplois de niveau élémentaire et les emplois du domaine de la gestion.

Le niveau technique II, malgré une estimation positive pour les métiers de la vente et des services, sera touché par le déclin du métier de secrétaire et par la faiblesse prévue de l'emploi du côté des industries productrices de biens. Pendant ce temps, les métiers de niveau technique I devraient profiter d'une bonne croissance, principalement dans le secteur de la finance, dans celui des technologies de l'information et des communications et dans celui de la santé.

DEMANDE DE REMPLACEMENT

La création prévue de 313 000 emplois entre 2007 et 2017 n'est pas, tant s'en faut, la seule source des besoins de main-d'œuvre que le Québec connaîtra au cours de cette décennie. Le nombre de nouveaux retraités et de nouvelles retraitées, estimé en fonction du nombre de nouvelles et de nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec, qui se situait à moins de 65 000 en 2000, devait atteindre 89 000 en 2007¹⁴. Le vieillissement de la main-d'œuvre et l'arrivée imminente des premiers baby-boomers et des premières baby-boomeuses à l'âge de la retraite accéléreront le rythme des retraits du marché du travail. Selon les projections de la Régie des rentes du Québec (RRQ), leur nombre devrait s'élever à 113 000 en 2017. Pour l'ensemble de la période, c'est un peu plus de 1 million de personnes qui devraient quitter le marché du travail. C'est dire qu'il faudra remplacer, en dix ans, plus du quart (26 %) de la main-d'œuvre présentement en emploi.

Graphique 4.1



Source : RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2006*. Les projections ont été ajustées par Emploi-Québec pour exclure les nouvelles et les nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

Pour remplacer les personnes retraitées et faire face à la croissance prévue de l'emploi, c'est plus de 1,3 million de personnes qui devront faire leur entrée sur le marché du travail, dont plus des trois quarts pour remplacer celles qui le quitteront.

Certains secteurs d'activité seront plus touchés par les départs à la retraite. Dans l'enseignement, 33 % du personnel doit quitter son poste au cours des dix prochaines années. Dans les secteurs de la santé et de l'assistance sociale,

14. À l'exclusion des nouvelles et des nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

Pour remplacer les personnes retraitées et faire face à la croissance prévue de l'emploi, c'est plus de 1,3 million de personnes qui devront faire leur entrée sur le marché du travail, dont plus des trois quarts pour remplacer celles qui le quitteront.

29 % en feront autant et dans les administrations publiques, ce sera 28 %. La proportion sera vraisemblablement plus élevée dans l'administration provinciale, dont la main-d'œuvre est plus âgée que celle des administrations fédérale et locales. Dans le secteur du commerce le pourcentage de la main-d'œuvre qui prendrait sa retraite s'élèverait à 23 %¹⁵.

Par domaine de compétence, les emplois des professions de la gestion, dont 35 % seront libérés d'ici 2017, sont suivis des emplois des domaines des affaires, de la finance et de l'administration (32 %) et de ceux des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (30 %). Les taux de retraite seront beaucoup moins élevés dans les professions liées aux arts, à la culture, aux sports et aux loisirs (22 %) et dans celles de la vente et des services (20 %). Par niveau de compétence, les professions liées à la gestion arrivent au premier rang à ce chapitre, suivies des emplois de niveau professionnel (29 %). Les métiers de niveau élémentaire arrivent au dernier rang, comptant seulement 19 % de départs prévus à la retraite.

Par ailleurs, des besoins de remplacement se manifestent également lorsque des personnes abandonnent un métier pour en exercer un autre. Les besoins liés à la mobilité professionnelle ne créent pas de besoins nets supplémentaires de main-d'œuvre, puisqu'ils sont comblés par des personnes déjà présentes sur le marché du travail. Ils ont toutefois des conséquences sur la demande de main-d'œuvre pour plusieurs métiers, notamment les métiers moins qualifiés – par exemple, les emplois de caissière ou caissier ou de commis-vendeuse ou commis-vendeur dans la vente au détail, ou encore, les emplois de serveuse ou serveur ou de manœuvre – qui sont souvent des métiers d'entrée sur le marché du travail. Ces métiers connaissent souvent une demande de main-d'œuvre soutenue en raison d'un fort roulement de personnel.

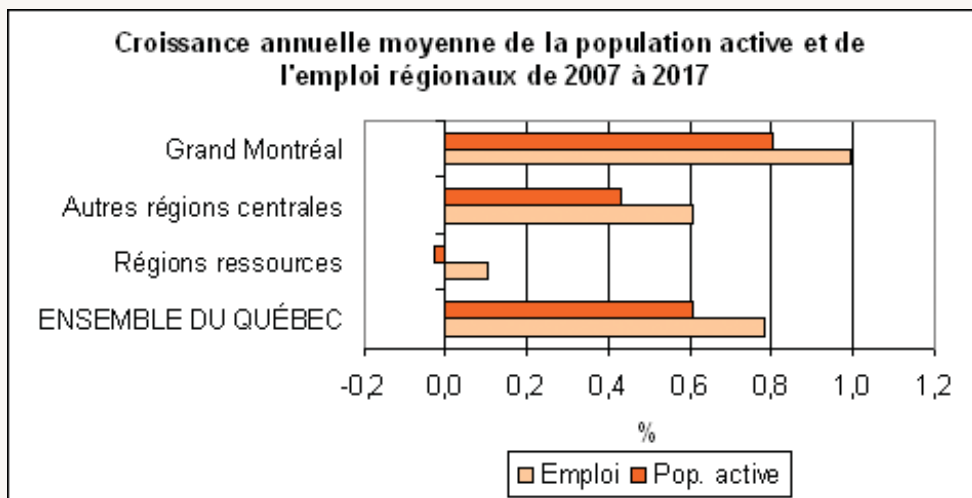
15. La répartition des futures personnes retraitées entre les secteurs d'activité ainsi qu'entre les domaines et les niveaux de compétence a été obtenue en appliquant aux projections de nouvelles et nouveaux bénéficiaires du Régime de rentes du Québec les taux de retraite du Modèle de demande du Système de projection des professions au Canada (SPPC) de RHDSC.

MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL

L'évolution démographique prévue selon les régions¹⁶ sera un élément déterminant des tendances du marché du travail régional. Tandis que la population de 15 ans ou plus progressera en moyenne de 0,6 % par année dans l'ensemble du Québec entre 2007 et 2017, la progression atteindra 0,9 % dans la grande région montréalaise¹⁷, qui sera la principale bénéficiaire de l'apport de l'immigration internationale. La croissance annuelle de la population sera plus modeste dans les autres régions centrales¹⁸, soit de 0,6 % par année, alors que cette population aura amorcé sa décroissance, à un rythme de 0,1 % par année, dans les régions ressources¹⁹. Dans ces dernières régions, le déclin de la population de 15 ans ou plus devrait débuter en 2011.

Le plus grand dynamisme démographique de la grande région de Montréal se traduira par une croissance plus grande, sur ce territoire, de la population active (0,8 % par année) et de l'emploi (1 %). Les autres régions centrales verront leur population active augmenter en moyenne de 0,4 % et leur emploi, de 0,6 %. Quant aux régions ressources, en raison du déclin démographique, malgré une légère hausse du taux d'activité, l'augmentation prévue de leur population active

Graphique 5.1



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

16. Comme pour le Québec, la population régionale de 15 ans ou plus prévue a été obtenue en appliquant aux estimations de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada pour 2007 les pourcentages de variation annuelle du dernier scénario démographique de référence de l'ISQ.

17. Cette région comprend les régions administratives de Montréal, de la Montérégie, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides. Ces régions sont toutes comprises, en tout ou en partie, dans la région métropolitaine de recensement de Montréal.

18. Les autres régions centrales comprennent celles de la Capitale-Nationale, de la Chaudière-Appalaches, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de l'Outaouais.

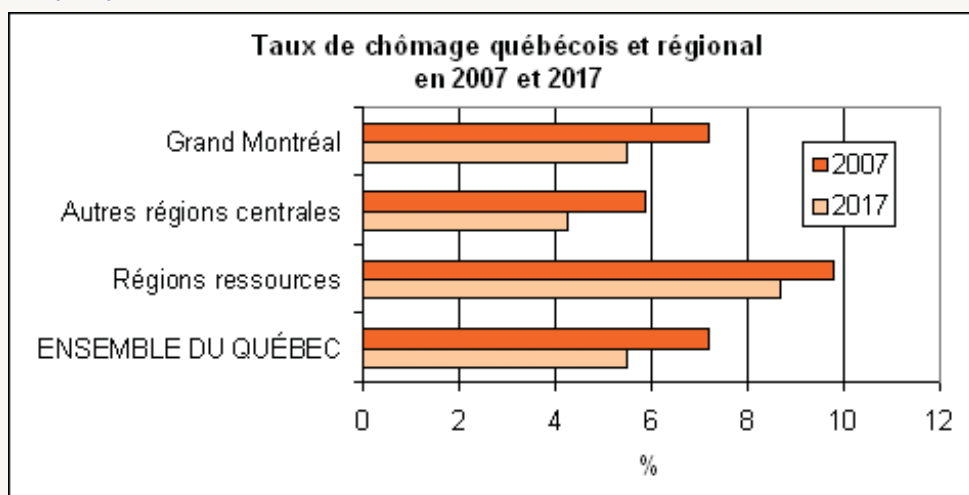
19. Les régions ressources sont les régions administratives de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

au cours des premières années sera effacée en fin de période. L'emploi y sera toutefois en modeste hausse pour l'ensemble de la période (0,1 % par année), les gains des cinq premières années surpassant à peine les pertes prévues au cours des cinq années suivantes.

La grande région de Montréal, où habite 60 % de la population québécoise de 15 ans ou plus, verra sa population active et son emploi augmenter respectivement de 212 000 personnes et de 244 000 postes d'ici 2017, ce qui représente 82 % de la croissance totale de la population active québécoise et 78 % de celle de l'emploi. Les autres régions centrales, qui abritent le quart de la population, profiteront d'une croissance de la population active s'élevant à 18 % (47 000 personnes) et d'une croissance de l'emploi atteignant 20 % (63 000 postes). Quant aux régions ressources, qui comptent 14 % de la population, un gain de 5 000 emplois leur réserve moins de 2 % de la croissance prévue au Québec.

Si l'on observe des différences importantes entre les régions quant au rythme de croissance de la population active et de l'emploi, elles connaîtront toutes un recul important du chômage. Les autres régions centrales, qui connaissaient déjà, en 2007, le plus faible taux de chômage, à 5,9 %, devraient voir celui-ci continuer de diminuer à mesure que le retrait des baby-boomers et des baby-boomeuses du marché du travail rendra la main-d'œuvre potentielle plus rare. Selon les prévisions, le taux de chômage ne sera plus que de 4,3 % en 2017. La grande région de Montréal, dont le taux de chômage, à 7,2 %, était égal à la moyenne québécoise, verra celui-ci reculer à 5,5 %. Ce territoire compte une proportion importante de population immigrante. Or, cette population a plus de difficulté à accéder à un emploi, selon les données de l'*Enquête sur la population active* portant sur les personnes immigrantes. Enfin, les régions ressources, dont le taux de chômage s'élevait à 9,8 % en 2007, connaîtront un repli de ce taux, qui s'établira à 8,7 %.

Graphique 5.2



Sources : STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2017.

Tableau 1

Le marché du travail au Québec de 2005 à 2017

	2005	2006	2007	2008	2009
Population	6 182,2	6 251,5	6 314,5	6 372,8	6 427,0
Var. ('000)	69,4	69,3	63,0	58,3	54,2
Var. (%)	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9
Population active	4 052,7	4 094,2	4 150,1	4 196,6	4 240,4
Var. ('000)	28,6	41,5	55,9	46,5	43,8
Var. (%)	0,7	1,0	1,4	1,1	1,0
Emploi	3 717,3	3 765,4	3 851,7	3 902,8	3 953,4
Var. ('000)	36,8	48,1	86,3	51,1	50,6
Var. (%)	1,0	1,3	2,3	1,3	1,3
Chômage	335,4	328,8	298,4	293,8	287,0
Var. ('000)	-8,3	-6,6	-30,4	-4,6	-6,8
Var. (%)	-2,4	-2,0	-9,2	-1,5	-2,3
Taux d'activité	65,6	65,5	65,7	65,9	66,0
Var. (points de %)	-0,2	-0,1	0,2	0,2	0,1
Taux de chômage	8,3	8,0	7,2	7,0	6,8
Var. (points de %)	-0,2	-0,3	-0,8	-0,2	-0,2
Taux d'emploi	60,1	60,2	61,0	61,2	61,5
Var. (points de %)	-0,1	0,1	0,8	0,2	0,3

Var. : Variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2008 à 2017.

Date : Le 9 juillet 2008.

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
6 478,3	6 526,8	6 570,6	6 608,9	6 643,0	6 675,8	6 705,8	6 735,2
51,3	48,5	43,8	38,3	34,1	32,8	30,0	29,4
0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
4 283,3	4 324,4	4 354,3	4 382,6	4 399,0	4 412,8	4 415,2	4 408,7
42,9	41,1	29,9	28,3	16,4	13,8	2,4	-6,5
1,0	1,0	0,7	0,6	0,4	0,3	0,1	-0,1
4 000,0	4 044,5	4 085,6	4 112,1	4 134,8	4 152,0	4 159,3	4 164,3
46,6	44,5	41,1	26,5	22,7	17,2	7,3	5,1
1,2	1,1	1,0	0,6	0,6	0,4	0,2	0,1
283,3	279,9	268,7	270,5	264,1	260,8	255,9	244,3
-3,7	-3,4	-11,2	1,8	-6,3	-3,3	-4,9	-11,6
-1,3	-1,2	-4,0	0,7	-2,3	-1,3	-1,9	-4,5
66,1	66,3	66,3	66,3	66,2	66,1	65,8	65,5
0,1	0,2	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,3	-0,3
6,6	6,5	6,2	6,2	6,0	5,9	5,8	5,5
-0,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3
61,7	62,0	62,2	62,2	62,2	62,2	62,0	61,8
0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2

Tableau 2

Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 2005 à 2017

	2005	2006	2007	2008	2009
Population	5 221,3	5 262,1	5 292,6	5 319,0	5 339,6
Var. ('000)	46,4	40,8	30,5	26,4	20,6
Var. (%)	0,9	0,8	0,6	0,5	0,4
Population active	3 995,7	4 031,0	4 083,0	4 120,1	4 154,5
Var. ('000)	23,3	35,3	52,0	37,1	34,4
Var. (%)	0,6	0,9	1,3	0,9	0,8
Emploi	3 662,6	3 706,5	3 787,1	3 829,1	3 870,5
Var. ('000)	31,6	43,9	80,6	42,0	41,4
Var. (%)	0,9	1,2	2,2	1,1	1,1
Chômage	333,1	324,6	295,9	291,0	284,0
Var. ('000)	-8,3	-8,5	-28,7	-4,9	-7,0
Var. (%)	-2,4	-2,6	-8,8	-1,6	-2,4
Taux d'activité	76,5	76,6	77,1	77,5	77,8
Var. (points de %)	-0,3	0,1	0,5	0,3	0,3
Taux de chômage	8,3	8,1	7,2	7,1	6,8
Var. (points de %)	-0,3	-0,2	-0,8	-0,2	-0,2
Taux d'emploi	70,1	70,4	71,6	72,0	72,5
Var. (points de %)	-0,1	0,3	1,1	0,4	0,5

Var. : Variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2008 à 2017.

Date : Le 9 juillet 2008.

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
5 354,9	5 364,8	5 365,2	5 360,6	5 351,3	5 341,4	5 327,4	5 313,6
15,3	9,9	0,4	-4,6	-9,3	-9,9	-14,0	-13,8
0,3	0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3
4 186,8	4 217,7	4 237,0	4 250,3	4 253,9	4 256,2	4 250,0	4 238,7
32,3	30,9	19,3	13,3	3,6	2,3	-6,2	-11,3
0,8	0,7	0,5	0,3	0,1	0,1	-0,1	-0,3
3 906,8	3 941,4	3 972,0	3 984,0	3 994,2	4 000,1	3 999,0	3 999,2
36,3	34,6	30,7	12,0	10,2	5,9	-1,1	0,2
0,9	0,9	0,8	0,3	0,3	0,1	0,0	0,0
280,0	276,3	265,0	266,3	259,7	256,1	251,0	239,5
-4,0	-3,7	-11,4	1,3	-6,6	-3,6	-5,1	-11,5
-1,4	-1,3	-4,1	0,5	-2,5	-1,4	-2,0	-4,6
78,2	78,6	79,0	79,3	79,5	79,7	79,8	79,8
0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0
6,7	6,6	6,3	6,3	6,1	6,0	5,9	5,6
-0,1	-0,1	-0,3	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3
73,0	73,5	74,0	74,3	74,6	74,9	75,1	75,3
0,5	0,5	0,6	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2

Tableau 3

Emploi par secteur d'activité de 2004 à 2016

en milliers ('000)	2005	2006	2007	2008	2009
Industries productrices de biens	925,9	901,0	872,2	864,1	868,8
Var. ('000)	12,6	-24,9	-28,8	-8,1	4,7
Var. (%)	1,4	-2,7	-3,2	-0,9	0,5
Construction	179,2	186,1	195,5	202,0	204,1
Var. ('000)	14,7	6,9	9,4	6,5	2,1
Var. (%)	8,9	3,9	5,1	3,3	1,0
Fabrication	615,7	581,3	543,3	529,0	530,2
Var. ('000)	-14,5	-34,4	-38,0	-14,3	1,2
Var. (%)	-2,3	-5,6	-6,5	-2,6	0,2
Autres industries productrices de biens	131,0	133,6	133,4	133,1	134,5
Var. ('000)	12,4	2,6	-0,2	-0,3	1,4
Var. (%)	10,5	2,0	-0,1	-0,2	1,1
Secteur des services	2 791,3	2 864,4	2 979,5	3 038,7	3 084,6
Var. ('000)	24,3	73,1	115,1	59,2	45,9
Var. (%)	0,9	2,6	4,0	2,0	1,5
Commerce	619,6	628,5	646,0	663,6	675,1
Var. ('000)	8,3	8,9	17,5	17,6	11,5
Var. (%)	1,4	1,4	2,8	2,7	1,7
Services d'enseignement	243,8	260,9	259,3	261,5	261,7
Var. ('000)	7,4	17,1	-1,6	2,2	0,2
Var. (%)	3,1	7,0	-0,6	0,8	0,1
Soins de santé et assistance sociale	444,7	454,1	455,2	465,4	473,8
Var. ('000)	3,4	9,4	1,1	10,2	8,4
Var. (%)	0,8	2,1	0,2	2,2	1,8
Administrations publiques	215,6	215,6	219,8	220,2	220,6
Var. ('000)	0,0	0,0	4,2	0,4	0,4
Var. (%)	0,0	0,0	1,9	0,2	0,2
Autres industries de services	1 267,6	1 305,3	1 399,2	1 428,0	1 453,4
Var. ('000)	5,2	37,7	93,9	28,8	25,4
Var. (%)	0,4	3,0	7,2	2,1	1,8
Emploi total	3 717,3	3 765,4	3 851,7	3 902,8	3 953,4
Var. ('000)	36,8	48,1	86,3	51,1	50,6
Var. (%)	1,0	1,3	2,3	1,3	1,3

Var. : Variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2008 à 2017.

Date : Le 9 juillet 2008.

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
873,6	878,5	882,3	883,1	882,4	879,9	872,4	866,8
4,8	4,9	3,8	0,8	-0,8	-2,5	-7,5	-5,6
0,6	0,6	0,4	0,1	-0,1	-0,3	-0,9	-0,6
205,1	205,9	207,8	208,3	209,1	209,1	206,2	205,3
1,0	0,8	1,9	0,5	0,8	0,1	-2,9	-0,9
0,5	0,4	0,9	0,2	0,4	0,0	-1,4	-0,4
533,2	536,3	537,9	537,4	535,8	533,4	529,3	525,2
3,0	3,1	1,6	-0,5	-1,5	-2,4	-4,1	-4,1
0,6	0,6	0,3	-0,1	-0,3	-0,4	-0,8	-0,8
135,3	136,3	136,6	137,5	137,5	137,3	136,9	136,2
0,8	1,0	0,3	0,9	0,0	-0,2	-0,4	-0,6
0,6	0,7	0,2	0,7	0,0	-0,1	-0,3	-0,5
3 126,4	3 166,0	3 203,3	3 229,0	3 252,4	3 272,1	3 286,9	3 297,6
41,8	39,6	37,3	25,7	23,5	19,7	14,8	10,7
1,4	1,3	1,2	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3
686,7	696,1	707,3	711,0	716,6	720,5	722,7	724,6
11,6	9,4	11,2	3,7	5,6	3,9	2,2	1,9
1,7	1,4	1,6	0,5	0,8	0,5	0,3	0,3
261,5	262,2	262,7	263,5	264,5	265,3	265,5	265,5
-0,2	0,7	0,5	0,8	1,0	0,8	0,1	0,0
-0,1	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,0	0,0
483,2	491,4	498,1	502,8	506,1	509,4	512,3	514,8
9,4	8,2	6,7	4,7	3,2	3,3	2,9	2,5
2,0	1,7	1,4	0,9	0,6	0,7	0,6	0,5
220,4	220,5	220,5	221,0	220,8	220,5	220,0	219,0
-0,2	0,1	0,0	0,5	-0,2	-0,3	-0,5	-1,0
-0,1	0,0	0,0	0,2	-0,1	-0,1	-0,2	-0,4
1 474,6	1 495,8	1 514,7	1 530,6	1 544,5	1 556,4	1 566,5	1 573,6
21,2	21,2	18,9	15,9	13,9	11,9	10,0	7,1
1,5	1,4	1,3	1,1	0,9	0,8	0,6	0,5
4 000,0	4 044,5	4 085,6	4 112,1	4 134,8	4 152,0	4 159,3	4 164,3
46,6	44,5	41,1	26,5	22,7	17,2	7,3	5,1
1,2	1,1	1,0	0,6	0,6	0,4	0,2	0,1

Tableau 4.1

Domaine de compétence	Emploi en 2007 (000)	Part de l'emploi total en 2007	Emploi en 2017 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	356	9,2%	371	15	0,4%
Affaires, finance et administration	711	18,4%	768	58	0,8%
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	259	6,7%	307	48	1,7%
Secteur de la santé	245	6,4%	275	30	1,2%
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	353	9,2%	389	36	1,0%
Arts, culture, sports et loisirs	125	3,3%	146	20	1,5%
Vente et services	924	24,0%	1 014	89	0,9%
Métiers, transport et machinerie	551	14,3%	583	32	0,6%
Secteur primaire	91	2,4%	92	1	0,1%
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	237	6,1%	221	-16	-0,7%
Emploi total	3 852	100,0%	4 164	313	0,8%

Tableau 4.2

Niveau de compétence	Emploi en 2007 (000)	Part de l'emploi total en 2007	Emploi en 2017 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	356	9,2%	371	15	0,4%
Niveau A - Professionnel	665	17,3%	751	86	1,2%
Niveau B - Technique	1 164	30,2%	1 247	83	0,7%
Niveau B - Technique I*	474	12,3%	539	65	1,3%
Niveau B - Technique II**	690	17,9%	707	17	0,2%
Niveau C - Intermédiaire	1 185	30,8%	1 288	104	0,8%
Niveau D - Élémentaire	482	12,5%	508	26	0,5%
Emploi total	3 852	100,0%	4 164	313	0,8%

* Technique I correspond aux métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée.

** Technique II correspond aux métiers demandant normalement une formation professionnelle du secondaire.

Source : estimations d'Emploi-Québec.

Tableau 5

Nouvelles rentes de retraite versées par la RRQ	
2008	91 351
2009	93 146
2010	95 542
2011	97 116
2012	100 576
2013	103 668
2014	105 887
2015	108 222
2016	110 549
2017	113 015
Total	1 019 074

Source : RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2006*. Projections ajustées par Emploi-Québec pour exclure les nouvelles et nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

BIBLIOGRAPHIE

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Prévisions de long terme*, hiver 2008, compilation spéciale.

GRENIER, André. *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2008-2012*, Emploi-Québec, juillet 2008, 104 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, édition 2003.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2006-2021*, Scénario de référence, compilation spéciale pour Emploi-Québec, 2006.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *OECD Employment Outlook 2008*, Paris, 367 pages.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2006*.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA. *Classification nationale des professions 2006 – Description des professions*, Ottawa, 2006.

STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active*, compilations spéciales.

STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active 2007*, 84 pages.

STATISTIQUE CANADA. *Recensement 2001*, compilations spéciales.

STATISTIQUE CANADA. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2007*, 2007, 829 pages.

Le marché du travail au Québec

**Perspectives à long terme
2008-2017**

2008-2017

long terme

Septembre 2008